



Le CCP demande au Comité de la chambre d'en finir

22 avril 2016 (Ottawa, Ont.) – L'organisation qui représente les producteurs de porc du Canada a présenté au Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes son mémoire exhortant le Canada à ratifier l'accord du Partenariat transpacifique (PTP).

« Le secteur canadien du porc est un exemple classique de ce que peut produire l'amélioration des termes de l'échange, a écrit le président du Conseil canadien du porc (CCP), Rick Bergmann, au nom de ses 7000 membres. Nous exportons aujourd'hui bien au-delà de 70 % de la production de notre industrie, en expédiant du porc et des produits du porc dans près de 100 pays. Depuis l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis il y a près de 25 ans, qui a été suivi par l'ALENA, par l'achèvement des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay et par des accords commerciaux régionaux, les retombées économiques des exportations de notre industrie sont passées d'un peu plus de 700 millions de dollars à 4 milliards de dollars. »

Le mémoire insistait sur le fait que le Canada doit éviter de répéter l'expérience de la Corée du Sud au cours de laquelle les États-Unis, l'Union européenne et d'autres grands concurrents ont conclu des accords de libre-échange avec la Corée du Sud avant que le Canada ne le fasse, ce qui a fait perdre presque immédiatement au secteur canadien du porc sa part de marché historique en Corée. Les exportations de porc vers ce pays ont chuté de 67 % dans les deux ans qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre la Corée et les États-Unis. Étant donné que les onze autres pays riverains du Pacifique membres du PTP représentent 80 % des exportations de porc canadiennes, la non-participation au PTP serait bien pire.

« Nous avons une très bonne idée, compte tenu de notre expérience avec la Corée du Sud, de ce que cela signifierait pour notre industrie si le Canada ne réussissait pas à participer à cet accord de libre-échange historique, advenant sa mise en œuvre, et qui comporte une part considérable de nos ventes actuelles à l'étranger », a également écrit M. Bergmann.

Le mémoire relevait en outre les avantages importants que confère le PTP aux producteurs de porc, notamment le maintien de la capacité du Canada à exporter vers le Japon – un marché d'un milliard de dollars pour le porc canadien – sur un pied d'égalité avec d'autres membres du PTP qui se livrent concurrence sur ce marché. Le document conclut en recommandant que si les États-Unis n'ont pas ratifié le PTP d'ici la fin de 2016, le Canada devra lancer une stratégie offensive de négociation commerciale – bilatérale ou régionale – afin de s'assurer des conditions d'accès favorables avec les pays asiatiques existants et émergents, dont le Japon, le Vietnam et les Philippines.

Le CCP représente l'ensemble des producteurs de porc du Canada. Il regroupe neuf associations provinciales de l'industrie du porc et environ 7 000 fermes porcines qui élèvent 25,5 millions d'animaux par année et génèrent 13 milliards de dollars en retombées économiques. Les 31 000 emplois en milieu agricole contribuent à créer 103 000 emplois directs, indirects et induits partout au pays, des emplois totalisant une valeur de 23,8 millions de dollars. L'organisation veut avoir un rôle de premier plan dans les efforts pour favoriser et maintenir le dynamisme et la prospérité du secteur canadien du porc.

– 30 –

Voici les coordonnées à utiliser pour obtenir de plus amples renseignements :

Gary Stordy
Directeur des relations publiques,
Conseil canadien du porc
613-236-9239, poste 277
stordy@cpc-ccp.com